

# Le Bonnet Rouge

## Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9<sup>e</sup>) — Téléph. : CENTRAL 60-70

REDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2<sup>e</sup>) — Téléph. CENTRAL 80-62

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

### LA VICTOIRE DE SARRAIL

## Les Serbes en Serbie

Nous avons déjà dit quelle importance considérable pouvait avoir pour la durée de la guerre la rentrée des Serbes en Serbie.

Les derniers succès de l'armée Sarrail ont été ceux qui méritent qu'on y prête attention. Le chef éminent, qui a déjà à son actif un passé de gloire et de succès, s'est heurté, devant Monastir, à des défenses d'une puissance extraordinaire. Les combats qui l'ont fait livrer pour chasser l'ennemi des positions qu'il tenait ont été très durs. Il a fallu à la fois l'impétuosité des soldats alliés et l'audace du chef pour vaincre des difficultés comme on en rencontre peu ailleurs.

Certes, après la prise de Kenali, la bataille continue. Pour n'être plus qu'un jour de marche de Monastir, l'armée Sarrail n'en est pas moins séparée par de nouveaux obstacles, qu'elle ne pourra peut-être pas surmonter avant quelques temps.

Il faut souhaiter qu'on continue à donner à l'armée du général Sarrail les moyens qui lui sont nécessaires. Outre qu'elle devient devant elle des forces bulgares-allemandes importantes, et qui manquent visiblement à Maokensen en Dobroudja, elle poursuit un but capital. Le retour des Serbes à Monastir consacrera leur rentrée dans leur pays. C'est presque déjà la possibilité pour eux d'avoir une capitale provisoire, de réorganiser des services nationaux.

On sait avec quelle insistance les Allemands se sont efforcés de chasser de Belgique les dernières troupes du roi Albert. Ils n'y sont pas parvenus, et c'est peut-être à cela que nous avons dû de ne pas voir la Belgique traitée comme le fut la Pologne.

La rentrée des Serbes en Serbie marque un nouveau tournant de l'après guerre. Nous entrons dans l'ère des réparations, où chaque peuple retrouvera sa patrie.

Comme un écho de la marche de l'armée Sarrail sur Monastir, voici que l'Étatsent solennellement, — et les termes employés par MM. Briand et Asquith méritent d'être retenus — de réaliser intégralement la reconstitution de la nation polonaise. En même temps, de Suisse, nous vient la nouvelle que le Comité général de secours de la zone d'occupation autrichienne du royaume de Pologne, après une vive discussion, a voté une résolution aux termes de laquelle « l'indépendance de la Pologne ne saurait être obtenue qu'avec la participation des Polonais eux-mêmes ».

Nous le disions l'autre jour : la Serbie aux Serbes, la Belgique aux Belges, la Pologne aux Polonais ; nous y arrivons. Nous y voilà !

### Général N.

P. S. — Nous nous sommes élevés souvent contre l'interdiction faite à la presse française de publier les communiqués ennemis, alors qu'on laissait entrer et colporter en territoire français les journaux ennemis contenant ces mêmes communiqués.

Ces journaux manquent d'ailleurs, parfois, de la plus élémentaire pudeur. C'est ainsi que la Gazette de Lausanne a osé distribuer dans les kiosques et chez les libraires, une affiche imprimée en bleu et rouge sur papier blanc, et dont voici le texte :

LA GAZETTE DE LAUSANNE est en vente ici COMMUNIQUES ENNEMIS Paraît tous les jours. Le n° 10 cent.

Faudrait-il que les journaux français prennent sur eux, quelque jour, de publier les communiqués ennemis, pour qu'on veuille bien comprendre toute l'indécence qu'il y a dans l'interdiction qui nous est faite, opposée à la tolérance dont profitent des étrangers. — Général N.

S'abonner au BONNET ROUGE, c'est s'assurer contre la réaction.

### Vers Monastir

Zurich, 17 novembre. — La Nouvelle Presse Libre de Vienne consacre un long article aux combats qui se déroulent en Macédoine. Le journal viennois ne dissimule nullement que les succès remportés par les armées françaises et serbes commencent à devenir inquiétants.

### L'IMPORTANCE DE LA VILLE

London, 17 novembre. — Le Daily Chronicle écrit : « Les nouvelles des opérations qui se déroulent sur le front macédonien sont les

meilleures que nous ayons reçues jusqu'à présent. La chute de Monastir aurait un profond retentissement dans la population bulgare, bien que la prise de cette ville ait, au point de vue stratégique, moins d'importance qu'elle n'en aurait eue si elle avait été lieu plus tôt. Il est néanmoins certain que pour des raisons d'ordre politique, les Bulgares feront les plus grands sacrifices pour empêcher les alliés de s'en emparer. »

### LA RESISTANCE BULGARE

Zurich, 17 novembre. — Le chef d'état-major bulgare, colonel Lukov, a déclaré à un correspondant de l'As-est qu'il faut s'attendre à une violente offensive de l'armée de Salonique. Il a le ferme espoir que l'armée bulgare pourra y résister ; il considère les positions autour de Monastir, comme très solides.

### TOUT POUR LA GUERRE.

## Travaux Forcés et Rationnement

### En Allemagne

Zurich, 17 novembre. — Selon les Dernières Nouvelles de Munich, les représentants des industriels allemands vont tenir une assemblée à Berlin, pour délibérer au sujet de la mise en pratique de la loi sur le travail civil obligatoire.

### LES DIFFICULTES

Berne, 17 novembre. — La Gazette Populaire de Leysin écrit qu'il est impossible que le service civil obligatoire puisse procurer un surcroît bien considérable de main-d'œuvre. Les avantages que l'Etat retirera de cette mobilisation civile seront minimes en regard du grave préjudice qu'elle procurera aux ouvriers.

Zurich, 17 novembre. — Dans la Bremer Zeitung, la socialiste Louise Zietz écrit au sujet de la loi sur le service civil obligatoire : « Nous, socialistes, nous protestons contre cette loi. Vouloir confier notre liberté personnelle à une grande expropriation dans les milieux socialistes, nous voulons bien que l'on utilise toutes les forces, mais pas par un tel. »

« Nous sommes assez inquiets au sujet de l'habitude qui s'est établie de faire travailler les enfants dans les usines et nous demandons des lois protectrices. »

### En Autriche-Hongrie

Zurich, 17 novembre. — On mande de Budapest à la Gazette de Vienne que le parti Karolyi vient de demander que la production industrielle en Autriche-Hongrie soit développée et son rendement augmenté.

### En Angleterre

London, 17 novembre. — Le roi a tenu hier un conseil privé et a reçu M. Runciman en audience hier soir, mais l'ordre en Conseil qui doit donner force à la loi édictant des mesures de réglementation au sujet des vivres, n'a pas encore été publié. — (Information.)

### DES CARTES DE VIVRES ?

London, 17 novembre. — Du Times : L'adoption du système des cartes pour la distribution des vivres est regardée jusqu'ici comme invraisemblable, bien que tout naturellement un changement dans les conditions actuelles de la vie puisse l'imposer à tout moment.

Lord Northcliffe, interviewé hier au sujet des bruits qui couraient qu'il allait être appelé au poste de contrôleur des vivres, a répondu qu'il n'accepterait pas de collaborer avec 22 membres du gouvernement qui avaient tous montré leur imprévoyance. Il a ajouté que ce serait probablement lord Devonport qui connaît à fond la question des vivres qui serait choisi comme dictateur. — (Daily Mail.)

### En France

Les arrivages comportaient ce matin 67.000 kilos de volaille et 50.000 kilos de marée. Il a été effectué 475 ventes au détail, la réserve est de 4.700 kilos de volaille et 37.000 kilos de poisson.

### AUX HALLES

Nos lecteurs n'ont pas été sans remarquer que notre Directeur, M. Miguel Almereyda, n'avait pu, depuis quelque temps, collaborer effectivement à la rédaction du Bonnet Rouge. Beaucoup nous ont écrit pour nous demander la raison de cette absence prolongée.

La voici : Depuis quelques mois déjà, notre Directeur lutait difficilement contre la maladie. Ces jours derniers, il fut obligé de garder la chambre, et les médecins lui interdisent actuellement tout travail et toute sortie. Sans être alarmant, l'état de santé de notre Directeur n'en est pas moins très sérieux, et de lavis des médecins, M. Almereyda ne pourra pas reprendre ses occupations coutumières avant quelques semaines.

Sans prétendre remplacer l'impulsion directrice que nous lui donnons si précieusement, nous nous efforcerons, jusqu'à ce que notre ami puisse reprendre sa place, de conserver au journal qu'il dirige le ton, l'allure et l'intérêt qu'il a su lui donner.

### LA GUERRE

## Les Projets de M. Wilson

### L'ALLEMAGNE ET LA MEDIATION

#### « ARBITRES DE LA PAIX »

London, 17 novembre. — On télégraphie de New-York au Daily Telegraph :

Tout indique de plus en plus, et on en a de plus en plus, que l'Allemagne invoque l'assistance du gouvernement américain en vue de mettre fin à la guerre. Cette demande d'intervention est démontrée par les nombreux appels adressés aux nations neutres de « faire leur devoir hardiment » qui paraissent actuellement dans la presse allemande des Etats-Unis, comme aussi dans la presse jeune, dont toutes les sympathies sont pour l'Allemagne.

Elle est également démontrée par les efforts coordonnés des empires centraux, dont les hommes politiques les plus qualifiés se font interviewer par des représentants de journaux américains, interviewés dans lesquelles ces hommes d'Etat déclarent aux Américains qu'ils sont les arbitres de la guerre ou de la paix ; que sur eux repose l'obligation solennelle d'accomplir un grand devoir vis-à-vis de l'humanité et de rendre un service inestimable au monde entier tant pour le présent que pour l'avenir.

## La Libération des Peuples

### Les Polonais veulent être libres, mais ils entendent décider eux-mêmes de leur politique

Lausanne, 17 novembre. — Le journal Ziemia Lubelska nous apprend que le Comité général de secours de la zone d'occupation autrichienne du royaume de Pologne, après une vive discussion, a voté, en outre, une résolution, à laquelle ont aussi pris part des représentants de la zone d'occupation allemande, a voté, le 7 novembre, deux résolutions.

La première, qui a réuni 40 voix contre 16, est conçue en ces termes : « L'Assemblée constate que l'aspiration à créer un Etat indépendant polonais fort est le point de départ de son attitude à l'égard de l'acte du 5 novembre. »

Comme on le voit, la résolution, s'abstenant de toute expression de gratitude à l'égard de l'acte du 5 novembre, insiste sur le postulat d'un Etat indépendant fort, ce qui marque une réserve critique par rapport au projet d'un Etat limité à un seul tronçon des conditions d'existence réellement indépendantes. La seconde résolution, adaptée à l'uni-

#### M. WILSON SE FACHERAIT-IL ?

London, 17 novembre. — On télégraphie de Washington au Daily Telegraph :

Je suis à même de déclarer qu'une des plus hautes autorités de Washington est très émue par l'attitude de l'Allemagne en ce qui touche la campagne sous-marine et qu'il lui paraît en penser en Europe, la patience du ministre de M. Wilson a une limite.

Rome, 17 novembre. — L'Idée Nazionale croit savoir que M. Wilson manifesterait son indignation pour les bombes jetées par les Autrichiens sur Padoue, inaugurant ainsi une politique plus énergique.

#### LE PAPE AUSSI...

Rome, 17 novembre. — Le cardinal Gasparri vient d'adresser, au nom du pape, une lettre de chaudes félicitations à l'évêque d'Arras, à l'occasion de sa nomination dans la Légion d'honneur.

Les journaux italiens considèrent l'envoi de cette lettre, survenant après l'élevation des archevêques de Lyon, de Rouen et de Reims, à la pourpre cardinalice, l'indice d'une nouvelle orientation de la politique du Saint-Siège.

### SUR TOUS LES FRONTS

## Léger recul anglais à Warlencourt

### Guynemer abat son vingt-deuxième avion

### Heurtaux son treizième

### Communiqués Officiels

#### 83<sup>e</sup> JOUR DE LA GUERRE

#### COMMUNIQUE FRANÇAIS

17 novembre, 15 heures.

Nuit relativement calme sur tout le front.

Nos canons ont forcé deux avions à atterrir dans nos lignes, l'un au nord-est de l'Alloch, l'autre hier, près de Roye-en-Matz. Les aviateurs ont été faits prisonniers.

Dans la journée d'hier, nous avons eu livré, dans la région d'Amiens, 54 combats au cours desquels le lieutenant Heurtaux a abattu son treizième avion, et le sous-lieutenant Guynemer son vingt et unième avion.

Dans la nuit, plusieurs bombardements ont été effectués, notamment sur la gare et les usines de Esch-sur-Alzette (Luxembourg) et sur la réserve d'aviation de Tergnier, bombardé Beaumont et Beaumont-Hamel.

#### COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Comme conséquence des opérations d'hier, nous avons étendu notre front vers l'est le long de la rive nord de l'Ancre.

Durant la nuit, l'ennemi a violemment bombardé Beaumont et Beaumont-Hamel.

Hier après-midi, une violente contre-attaque ennemie nous a obligés à abandonner une partie du terrain gagné à l'est de la butte de Warlencourt le 14 novembre.

Nous avons effectué avec succès deux raids sur les tranchées ennemies au nord et de Wurverghé, faisant des prisonniers et infligeant des pertes considérables à l'ennemi.

#### L'offensive de Falkenhayn

London, 17 novembre. — Du Times :

L'offensive du général Falkenhayn contre les Roumains se développe ; dans la vallée de Jiu, il s'est avancé de plus de 20 kilomètres au sud de la frontière, il se trouve au delà de la passe de la Tour Rouge, d'un autre côté, par la passe de Vulcan, il a pénétré plus avant en Roumanie que ne l'avaient fait les troupes bavaroises à la fin d'octobre dernier avant d'être ramenées en arrière par les Roumains.

#### La guerre au pétrole

London, 17 novembre. — Le correspondant des Daily News à Washington télégraphie :

J'apprends que l'Allemagne se propose de bloquer la côte mexicaine à l'aide de sous-marins.

sa détresse, autant que s'il avait assisté au spectacle odieux de l'invasion, avec toutes les horreurs qui accompagnent toujours les occupations militaires, quelles qu'elles soient.

C'est de cela qu'il est mort ; de cela, et peut-être aussi de la joie qu'il éprouvait en songeant que tout le sang versé ne pourrait l'avoir été vainement, et qu'après son effroyable martyre, la Pologne allait enfin retrouver de sa vie nationale.

L'hommage pieux que nous adressons à la mémoire de Sienkiewicz serait sans valeur si nous ne disions pas que cet espoir n'est pas seulement celui de tous les patriotes polonais, c'est aussi le vœu des patriotes français clairvoyants et fidèles aux principes qui firent aimer universellement la France républicaine.

## Censure et Géographie

C'est décidément une gageure. Parce qu'un jour, à la tribune du Parlement, un député, ex-instituteur, posa cette question qu'il avait tant de fois posée aux bambins de l'école communale :

« Quelle est la capitale de la France ? » Il semble qu'il soit interdit d'en parler. Il y a peu de jours, la Censure exigeait l'échappage d'un article du Bonnet Rouge, où nous nous contentions de rappeler cette vérité géographique.

Hier, elle échappait encore l'article de notre collaborateur le général N., qui, à propos de l'unité de direction, osait imprimer aussi le nom de la capitale.

C'est un peu déconcertant. L'autre jour, au Palais-Bourbon, de deux côtés, MM. Charles Benoist et Jean Bon protelamaient cette nécessité essentielle :

« Il faut en revenir à la vérité constitutionnelle. »

Puisqu'on ne nous permet pas de dire quelle est cette « vérité constitutionnelle », à laquelle il faut revenir promptement, sous peine des pires catastrophes, nous nous permettons de renvoyer nos lecteurs aux livres que l'on distribue à leurs enfants.

Dans le cours d'instruction civique en usage dans les écoles primaires communales, ils pourront relire que la constitution de 1875, après avoir établi la séparation des pouvoirs, précise la tâche respective du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

« Le pouvoir exécutif, dit ce livre élémentaire, est exercé par le président de la République et les ministres. » Nous disons bien : le président de la République et les ministres. Les hauts fonctionnaires de l'Etat, relevant du pouvoir exécutif, ne peuvent être que les subordonnés des premiers, et s'en remettre à leurs ordres.

C'est justement parce qu'on a toujours pensé qu'il était nécessaire de centraliser l'autorité, que dans tous les pays du monde on a choisi une capitale siège du gouvernement.

On ne veut pas que nous disions quelle est la capitale de la France ? Nous ne le dirons pas. Mais nos lecteurs le liront dans le petit Larousse, à la page 1507 : « Paris, capitale de la France, dit le livre... Une autre édition du Larousse, page 1322, donne cette variante : « France, capitale Paris... »

Dans l'Atlas à l'usage des écoles royales de Sa Majesté Louis le XV<sup>e</sup> (Roy de France et de Navarre), on peut lire : « Paris (nom moderne de Lutèce), capitale du royaume de France... »

« La France a pour principale ville Paris, qui en est la capitale », proclame la géographie P. Foncin (A. Colin, éditeur), page 88.

« Paris, capitale de la France... » lit-on encore dans la géographie Vidal-Lablache, distribuée dans toutes nos écoles, à la page 5.

« Paris est la capitale de la France », dit l'Atlas distribué par les soins de la direction de l'enseignement élémentaire (c'est-à-dire pour les petits de 6 ans).

Dans la géographie à l'usage des écoles secondaires et supérieures, on précise : « La France n'a qu'une seule ville qui puisse être capitale : Paris. Paris est la capitale de la France. »

Nous serions assez curieux de voir la Censure interdire aujourd'hui les textes du Larousse, de Vidal Lablache et de tous nos manuels officiels.

Faudra-t-il donc que, pour être renseignés, les « pères » et les « poilus » empruntent les livres de leurs enfants ?

Jean GOLDSKY.

#### Faits divers

#### LES MEFAITS DU GAZ

Une explosion de gaz, entraînant un commencement d'incendie assez sérieux, s'est produite hier soir vers 11 heures, dans un logement occupé par Mme Ameston, marchande de vin, âgée de 38 ans.

Mme Ameston a été brûlée assez gravement aux bras et à l'épaule au visage. Transportée à l'hôpital Beaujon, elle a pu néanmoins regagner son domicile, après soins. Les meubles du logement sont entièrement brûlés. Les pompiers se sont rendus maîtres du feu après plus d'une demi-heure de travail.

### L'HEURE HONNORAT

## M. Painlevé n'en voulait plus

Mais...

Arriverions-nous à avoir l'unanimité de la presse en faveur de la réforme de l'heure, telle que nous la proposons ? Ce serait ou mieux, surtout après la discorde que souleva le projet Honorat l'été dernier.

En tout cas, ce serait la preuve convaincante que tout le monde a reconnu le succès de « l'expérience », puisque l'expérience il y eut. Cette mesure, le Journal, l'Information, l'Éclair, voient le Petit Journal et l'Épouvantail Français qui réclament la continuation de l'heure d'été.

L'œuvre Économique du 10 novembre, publie une très intéressante enquête sur l'heure Honorat. Outre l'opinion de l'auteur du projet, on y peut lire aussi celles, toutes favorables, de MM. Painlevé, Lallemand, Flammarion.

La réponse du ministre de l'Instruction publique est particulièrement intéressante, car, bien qu'un moment il l'ait écrit, rien ne faisait prévoir l'opportunité de revenir dès maintenant à l'heure d'été, il laisse déjà voir son sentiment personnel sur cette question.

« Il est vrai, écrit M. Painlevé, qu'un certain nombre d'associations commerciales, de syndicats et même des personnalités notables du monde agricole ont demandé que l'heure de l'été fut maintenue toute l'année, la guerre, présenterait sans doute certains avantages : la dépense de la lumière faite avant le lever du jour serait certainement moindre que la dépense de lumière faite pendant l'heure du soir, qui serait ainsi éparpillée. Il n'est pas douteux que l'hiver, par exemple, entre 6 et 7 heures du matin, on dépenserait en moyenne moins de lumière qu'entre dix et onze heures du soir. Cette économie serait faible et d'ailleurs compensée par certains inconvénients. Il faut bien tenir compte de la répugnance générale à se lever de trop bonne heure dans le froid et la nuit. »

« D'autre part, les avantages économiques de la réforme disparaîtraient et deviendraient même négatifs, à cause précisément du lever trop précoce ; il faut songer en effet aux familles nombreuses, dont les enfants en bas âge ne peuvent aller à l'école dans une demi-heure. »

L'objection des écoles est facile à résoudre. D'abord, les cours ne commencent en général qu'à huit heures et demie. Or, à cette époque de l'année, à sept heures du matin, le jour se lève. Dès que le jour se lève, un peu plus tard, il sera facile de retarder d'autant l'heure d'ouverture des classes. Ce n'est pas la question de l'heure qui empêche qu'on ne passe le jour de l'été à l'heure d'hiver, ou de faire le désespoir de leur professeur !

La Fédération pour la défense des intérêts des petits commerçants et industriels français avait d'ailleurs compris, dès son application, les avantages de l'heure d'été, et elle conserva toute l'année, puisque le 26 août 1916, elle envoya un avis au ministre de l'Instruction publique, avis dans lequel nous lisons :

« La question du retour à l'heure ancienne ne va se poser. »

« Nous croyons que le mieux est de conserver l'heure actuelle. En novembre, décembre et janvier, le matin il fera nuit jusqu'à huit heures et demie, au lieu de sept à sept et demie. Mais les ouvriers qui se lèvent en général à six heures de l'ancienne heure n'y trouveront pas grand changement. »

« Les bureaux qui ouvrent à huit ou neuf heures auraient besoin d'un peu de lumière le matin, pendant deux mois de l'année, mais l'éclairage si important des magasins gagnerait à l'heure de l'été, car les magasins qui ont des clients de nuit, à six heures, ont déjà par la force même de leurs usines de guerre, auront une fois de plus, la juxtaposition de la force et de la lumière, c'est-à-dire moins de « coups de pointe », moins de risques de gâches préjudiciables à moins de pertes... moins de « coups de pointe... » et plus encore. »

Georges BAZILE.

### DANS LES THÉÂTRES

## Un Problème DÉLICAT

#### Les artistes perdront-ils leur cachet ?

En vertu de la nouvelle ordonnance préfectorale, ce soir, vendredi, les artistes ne joueront point ; comme les musiciens, concert, cirques et cabarets, mercredi dernier, ils seront relâchés.

Chacun a dit son mot de cette mesure. L'économie qu'elle entraînera a été mise en valeur, tandis que les inconvénients qu'elle apportera dans l'exploitation d'une salle de spectacle ont été exposés.

Puisqu'aujourd'hui, l'ordonnance est en vigueur, nous n'en reparlons pas. Les directeurs de théâtre ont pris leurs dispositions pour ne point léser leur intérêt ; le préfet de police a préalablement sauvegardé les appointements du petit personnel.

Une seule situation n'a pas été envisagée : celle créée aux acteurs.

Nous savons que certains directeurs ont décidé de ne point payer leurs pensionnaires le jour de ferme-lé.

Déjà hier, nous recevions une lettre d'un groupement d'artistes, lettre encore confirmée ce matin par une autre, émanant d'une association dramatique. Ceux-ci nous demandent de les assister, « afin de ne point permettre de la part des directeurs, une telle méconnaissance de l'équité. »

Justement, ils invoquent que, dans une semaine, les matinées du jeudi et celles du dimanche ne sont pas rétribuées.

Qu'en l'ont justice, si le cachet de relâche, ils ne touchent point leur cachet, les représentations d'après-midi doivent leur être payées.

L'argument est sans réplique.



